



Non à l'université sélective et payante !

lundi 21 mars 2022, par [Bariaud](#)

ACTUALITÉ

NON À L'UNIVERSITÉ SÉLECTIVE ET PAYANTE !

La mise en place de ParcoursSup en 2018 participe de la généralisation de la sélection à l'université dans la continuité des réformes amorcées en 2007 avec la LRU.

L'argument était que cela allait améliorer les choix des étudiant·es et augmenter la diversification sociale dans les filières. La réforme du lycée, avec la fin des filières (S, ES, L) était aussi censée favoriser la « mixité sociale ». 3 ans plus tard et sans surprise, le bilan est plus que négatif. ParcoursSup a surtout été une forme de taylorisation de l'affectation des étudiant·es à l'université afin de « gérer la misère ». On manquait déjà de places pour accueillir

incapable de répondre à la légitime demande d'inscription à l'université d'une jeunesse déjà éprouvée par la pandémie et aspirant toujours à se former au plus haut niveau.

On estime pourtant qu'il faudrait au moins ouvrir immédiatement 2 universités de 15 000 étudiant·es chacune pour revenir à la situation de 2018 (qui n'était déjà pas parfaite) et embaucher en conséquence des milliers d'enseignant·es et d'agent·es.

d'étudiant·es (Solidaires, UNEF...), la réforme a été reportée d'un an.

Tout ceci vise à éjecter de plus en plus de jeunes de l'enseignement supérieur. On entend souvent (y compris dans la bouche du président Macron) qu'il faut mettre sa place à l'université, qu'il faut travailler, que nombre d'étudiant·es encombrent le système sans travailler. Et le confondre de fait avec de Macron, c'est qu'il faut faire payer plus cher afin de « motiver » les étudiant·es.

Toutes les études sérieuses de sociologues ont montré le contraire. Si la sélection augmente, ce n'est pas la soi-disant « méritocratie » (les meilleur·es qui réussit mais les plus riches. Le système va alors sélectionner les plus favorisé·es et maintenir « l'entre-soi ». Il suffit de voir comment cela se passe dans les CPGE (classes préparatoires aux grandes écoles), qui accueillent davantage de jeunes de milieux privilégiés. Le coût moyen par étudiant·es est de 17 000 €/an contre 10 000 €/an à l'université. Alors qu'il y a beaucoup plus de boursier·es à l'université. La méritocratie, c'est au final réserver les meilleures places pour... les plus riches !

Plus le MESRI rit que faire de cela. Au contraire, pour gérer la pénurie de places à l'université, il compte introduire davantage de sélection tout au long de cursus universitaire. En novembre 2021, le MESRI a annoncé la mise en place de la plateforme TSPH (Trouver mon master) qui est en fait le ParcoursSup des licences, à bac +3. Cela devait être mis en place dès cette année scolaire mais suite aux protestations des syndicats de personnels (FERC, Sijr CGT, Sinesup FSU...) et

À la CGT, nous restons opposés à toutes les mesures de ségrégation sociale à l'université. Plus que jamais, nous défendons un engagement supérieur adossé à la recherche, générale, laïque et émancipatrice.

05

Le 21/03/2022 - mars 2022



les jeunes en 2018 mais depuis le nombre d'entrant·es à l'université a augmenté de 10 % sans aucun personnel supplémentaire (prof et personnels administratifs et techniques). Résultat, une dégradation des conditions d'enseignement et de travail.

Aujourd'hui, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche rejette sur chaque établissement la gestion des problèmes pourtant directement issus de sa politique catastrophique. La rentrée 2021-22 est l'image navrante de cette politique incapable de répondre à la légitime demande d'inscription à l'université d'une jeunesse déjà éprouvée par la pandémie et aspirant toujours à se former au plus haut niveau.

La mise en place de ParcoursSup en 2018 participe de la généralisation de la sélection à l'université dans la continuité des réformes amorcées en 2007 avec la LRU.

L'argument était que cela allait améliorer les choix des étudiant·es et augmenter la diversification sociale dans les filières. La réforme du lycée, avec la fin des filières (S, ES, L) était aussi censée favoriser la « mixité sociale ». 3 ans plus tard et sans surprise, le bilan est plus que négatif. ParcoursSup a surtout été une forme de taylorisation de l'affectation des étudiant·es à l'université afin de « gérer la misère ». On manquait déjà de places pour accueillir les jeunes en 2018 mais depuis le nombre d'entrant·es à l'université a augmenté de 10 % sans aucun personnel supplémentaire (prof et personnels administratifs et techniques). Résultat, une dégradation des conditions d'enseignement et de travail.

Aujourd'hui, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche rejette sur chaque établissement la gestion des problèmes pourtant directement issus de sa politique catastrophique. La rentrée 2021-22 est l'image navrante de cette politique incapable de répondre à la légitime demande d'inscription à l'université d'une jeunesse déjà éprouvée par la pandémie et aspirant toujours à se former au plus haut niveau.

On estime pourtant qu'il faudrait au moins ouvrir immédiatement 2 universités de 15 000 étudiant·es chacune pour revenir à la situation de 2018 (qui n'était déjà pas parfaite) et embaucher en conséquence des milliers d'enseignant·es et d'agent·es.

Mais le MESRI n'a que faire de cela.

Au contraire, pour gérer la pénurie de places à l'université, il compte introduire davantage de sélection tout au long du cursus universitaire. En novembre 2021, le MESRI a annoncé la mise en place de la plateforme TMM (Trouver mon master) qui est en fait le ParcoursSup des licences, à bac +3. Cela devait être mis en place dès cette année scolaire mais suite aux protestations des syndicats de personnels (FERC Sup CGT, Snesup FSU ...) et d'étudiant·es (Solidaires, UNEF...), la réforme a été reportée d'un an.

Tout ceci vise à éjecter de plus en plus de jeunes de l'enseignement supérieur. On entend souvent (y compris dans la bouche du président Macron) qu'il faut mériter sa place à l'université, qu'il faut travailler, que nombre d'étudiant·es encombrant le système sans travailler. Et le corollaire de l'argument de Macron, c'est qu'il faut faire payer plus cher afin de « motiver » les étudiant·es.

Toutes les études sérieuses de sociologues ont montré le contraire. Si la sélection augmente, ce n'est pas la soi-disant « méritocratie » (les meilleur·es) qui réussit mais les plus riches. Le système va alors sélectionner les plus favorisé·es et maintenir « l'entre soi ». Il suffit de voir comment cela se passe dans les CPGE (classes préparatoires aux grandes écoles), qui accueillent davantage de jeunes de milieux privilégiés. Le coût moyen par étudiant·es est de 17 000 €/an contre 10 000 €/an à l'université. Alors qu'il y a beaucoup plus de boursier·es à l'université. La méritocratie, c'est au final réserver les meilleures places pour ... les plus riches !

Il y a urgence à refuser davantage de sélection à l'université et à investir massivement (personnels, bâtiments, moyens, œuvres universitaires, etc.) dans l'enseignement supérieur afin de permettre à la jeunesse d'accéder à un haut niveau de qualification.

A la CGT, nous restons opposé·es à toutes les mesures de ségrégation sociale à l'université. Plus que jamais, nous défendons un enseignement supérieur adossé à la recherche, gratuit, laïque et émancipateur.